


Par CAROLINE MICHEL-AGUIRRE,
avec VINCENT MONNIER

LES

DUBAÏ PAPERS

Sébastien de Montessus, ancien protégé d'Anne Lauvergeon chez Areva, a amassé une fortune considérable et multiplié les opérations opaques à l'étranger. Son nom apparaît dans un réseau international de fraude fiscale et de blanchiment de capitaux basé aux Emirats arabes unis. Révélations



Dans l'affaire UraMin (société africaine rachetée par Areva en 2007), Sébastien de Montessus, 43 ans, a été mis en examen pour « abus de confiance, corruption active d'agent public étranger et corruption passive ».

Le “baron noir” d’Areva

juillet 2012. Au moment de lancer ses invitations, Sébastien de Montessus est excité comme un gamin : « un voilier de 30 mètres... skipper, hôtesse, cuistot... » Le « Cape Arrow » est sublime avec sa ligne profilée et sa coque bleu nuit. Une semaine sur un yacht de milliardaire, entre Sardaigne et Corse du Sud, avec sa famille et quelques amis, que lui offre un partenaire en affaires. Sébastien de Montessus a 37 ans et vient de quitter Areva, où il a connu une ascension fulgurante. Tout lui réussit. Dans quelques semaines, il prendra la tête du groupe La Mancha (mines d’or), propriété du magnat égyptien Naguib Sawiris. Imposant, de larges épaules forgées par le rugby, là-dessus un visage juvénile et des yeux bleus pétillants, l’homme promène avec décontraction sa ressemblance avec l’acteur Roger Moore.

Mars 2018 : six ans, presque jour pour jour, après son départ d’Areva, Sébastien de Montessus, toujours PDG de La Mancha,

est mis en examen pour « abus de confiance », « corruption active d’agent public étranger » et « corruption passive ». Mediapart a raconté comment, lors d’une perquisition dans ses bureaux, les policiers de la brigade financière sont tombés en arrêt devant un acompte de 750 000 euros, datant de 2010, versé pour l’achat du « Cape Arrow », alors en construction. L’opération ne s’était pas faite, les 750 000 euros avaient été perdus, mais le tout soulevait d’énormes questions : comment un cadre d’une entreprise publique a-t-il envisagé de s’offrir un voilier, réservé aux très riches amoureux de la régate en mer, représentant vingt fois son salaire annuel ? Saisis de l’affaire UraMin, une société africaine rachetée à prix d’or par Areva en 2007, deux juges d’instruction, dont Renaud Van Ruymbeke, soupçonnent Sébastien de Montessus d’avoir bénéficié de rétrocommissions.

Areva. Depuis Elf, on n’a pas connu de groupe aussi radioactif. L’ancien fleuron du nucléaire français traîne derrière lui un ➤



Comment Sébastien de Montessus, alors « simple » cadre chez Areva, a-t-il pu envisager d'acquiescer le « Cape Arrow » (ci-contre), un yacht de 30 mètres pour super-riches ?

➔ parfum de scandale et de corruption. Jusqu'à la mise en examen de Sébastien de Montessus, l'ex-présidente, Anne Lauvergeon, faisait figure de principale mise en cause. Soupçonnée d'avoir maquillé les comptes de son groupe pour obtenir sa reconduction en 2011 (Sarkozy l'a quand même évincée), « Atomic Anne » – son surnom dans la presse anglo-saxonne – a vu son mari, Olivier Fric, également mis en examen pour « délit d'initié » dans l'affaire UraMin. Sébastien de Montessus, son chouchou, dont elle avait couvé la carrière, est devenu son principal détracteur. Et le voilà qui, à son tour, se retrouve dans l'œil du cyclone. Il ne reçoit plus les journalistes dans ses spacieux bureaux de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à côté de l'Élysée. Il a déménagé à Londres et nous fait savoir qu'il voyage en Afrique, sans accès à internet.

Les affaires Areva sont des poupées gigognes. En remontant le fil des 750 000 euros, les enquêteurs se sont intéressés aux liens de Sébastien de Montessus avec un « réseau émirati » soupçonné de faire de l'évasion fiscale et du blanchiment de fraude fiscale.

En haut, le W Trust, propriété d'une vieille dame anglaise décorée par la reine, Geraldine Whittaker, qui détient le groupe Helin, basé à Ras al-Khaima, un des Emirats arabes unis, et dirigé à distance par le prince belge Henri de Croÿ. En enquêtant sur cette gigantesque « lessiveuse », destinée à mener des affaires en cachant son identité et/ou à éviter l'impôt aux grosses fortunes, « l'Obs » a mis la main sur des milliers de documents internes, appuyés de témoignages inédits (voir p. 28). Ces « Dubai Papers » lèvent le voile sur l'utilisation abusive et parfois frauduleuse de sociétés-écrans par des oligarques russes, des rejetons de la noblesse européenne et des entrepreneurs français (voir p. 24). Mélange de cynisme et d'avidité de la part d'une caste qui se voudrait au-dessus des lois, à l'image de Sébastien de Montessus, l'ancien cadre d'Areva.

UN
CONDISCIPLE
SE SOUVIENT
D'UN JEUNE
GARÇON
"HÂBLEUR
ET CRÂNEUR",
DÉVORÉ PAR
UN BESOIN
DE RÉUSSITE
SOCIALE.

Nul ne se rappelle vraiment comment il est entré chez le fabricant de centrales nucléaires. Au début des années 2000, Areva embauchait des centaines de cadres. Des ingénieurs et des managers, diplômés des meilleures écoles, dont, chaque année, le major d'X-Mines. Passé par une école de commerce, l'ESCP Europe, Sébastien de Montessus ne sort pas du lot, sauf par son nom : Sébastien Bernard de Montessus de Ballore-Augier de Crémiers, qu'il utilise, avec toutes ses particules, dans certaines correspondances. Sa famille, issue de la plus ancienne noblesse, a possédé plusieurs châteaux en Saône-et-Loire. Son lignage remonterait au comte Philippe-Paul de Ségur, oncle de la comtesse du même nom. Son épouse, Marguerite Ritter de Zahony, est la fille d'un baron affilié aux Wendel. Sa jeunesse, le jeune cadre l'a pourtant passée loin de l'aristocratie européenne, en Afrique, où son père, ingénieur pour Framatome, bâtissait des centrales. Ce dernier est mort dans un accident de voiture en Namibie, quand son fils avait 8 ans. Interrogé sur sa précocité en affaires, Sébastien de Montessus répondra plus tard : « La maturité, je l'ai acquise très tôt avec le décès de mon père. »

A Saint-Martin-de-France, un internat à l'anglaise où les riches familles catholiques françaises envoient leurs éléments turbulents, un condisciple se souvient d'un jeune garçon « hâbleur et crâneur », très fier de ses origines et dévoré par un besoin de réussite sociale. Le jeune homme ne tient déjà pas en place. Embauché en 1999 par Morgan Stanley à Londres, il part au bout de trois ans et convainc ses anciens professeurs de l'ESCP d'investir dans la start-up fondée avec deux copains. Clin d'œil à « James Bond », elle s'appelle Only For Your Eyes (Ofye), « Rien que pour vos yeux ». Son concept n'a pourtant rien d'extraordinaire (envoi de messages commerciaux ciblés sur les téléphones portables), et elle périclité avant sa troisième levée de fonds.

Chez Areva, Anne Lauvergeon repère vite le jeune

ambitieux. L'ex-« sherpa » de François Mitterrand veut dépoussiérer le fleuron de nucléaire. « Elle aimait les gens qui avaient la niaque, comme elle disait, qui n'étaient pas bloqués dans de vieux principes, se rappelle un ancien dirigeant. Chez Sébastien, elle avait remarqué le côté transgressif, qui aimait faire des coups. Il n'avait peur de rien. » En 2002, « Atomic Anne » nomme Montessus directeur de la stratégie et du marketing d'une importante filiale, Areva Transmission et Distribution, puis, cinq ans plus tard, patron de la division Mines. Il a 32 ans et « saute de joie » quand il annonce sa promotion à ses collègues d'Areva T & D. « C'était mon premier poste opérationnel. J'étais content. Je me sentais dans une activité porteuse, le groupe ayant fait une acquisition à 2,5 milliards [de dollars] », racontera-t-il aux enquêteurs. Il n'a aucune expérience, ni de la mine ni de la direction de filiale, il va devoir gérer UraMin, l'acquisition à 2,5 milliards, qui se révélera un gouffre financier, mais il fonce, tête baissée.

Le duo Lauvergeon-Montessus fonctionne à merveille. Dès 2007, ils s'envolent pour le Kazakhstan, où ils passent trois jours sur le yacht privé du président Noursoultan Nazarbaïev et parviennent à régler un litige important à propos d'une mine d'uranium. Ils se présentent leurs familles respectives, partagent quelques jours de vacances en Namibie. Sébastien de Montessus aide Anne Lauvergeon à inscrire ses deux enfants au lycée Franklin, catholique et sélect, où une nouvelle professeure de français, Brigitte Macron, est très populaire. Après le départ d'« Atomic Anne », en juillet 2011, Sébastien de Montessus poursuit sa progression et entre au directoire. Son ascension est interrompue en décembre : « le Canard enchaîné » révèle que le patron des mines d'Areva a actionné, en secret, un détective privé pour enquêter sur l'affaire UraMin et l'éventuelle implication du mari d'Anne Lauvergeon. Le conseil de surveillance exige son renvoi. « L'énigme Sébastien de Montessus », titre le quotidien économique « les Echos ». « Ce n'est qu'à ce moment-là que j'ai compris la nature complexe du personnage, confie un ex-membre du conseil de surveillance. Avant cela, il était pour moi un patron efficace de la division Mines qui connaissait très bien ses dossiers. »

Voilà pour l'histoire officielle du petit prince d'Areva. Les

ENTRE
FAUSSES
IDENTITÉS
ET VRAIS
PRÉNOMS,
LES GENS
S'EMMÊLENT
PARFOIS LES
PINCEAUX.

« Dubaï Papers » en révèlent la face cachée. En même temps qu'il agissait au nom du groupe français, le jeune manager multipliait les opérations financières opaques, d'une grande complexité, et maniait au passage des sommes extravagantes. Dans l'organisation de Geraldine Whittaker, Sébastien de Montessus n'est pas un client comme les autres. Il a ouvert son premier trust à 26 ans, en 2001, The Laggan International Trust, qui a changé plusieurs fois de nom. Dix ans plus tard, ce trust vend les parts d'une société panaméenne pour 1,5 million d'euros. Impossible d'identifier l'origine des fonds : l'accumulation des sociétés-écrans brouille les pistes. Une chose est sûre, Sébastien de Montessus est pour le réseau émirati « un client qu'il faut bichonner », un apporteur d'affaires qui a fait gagner beaucoup d'argent.

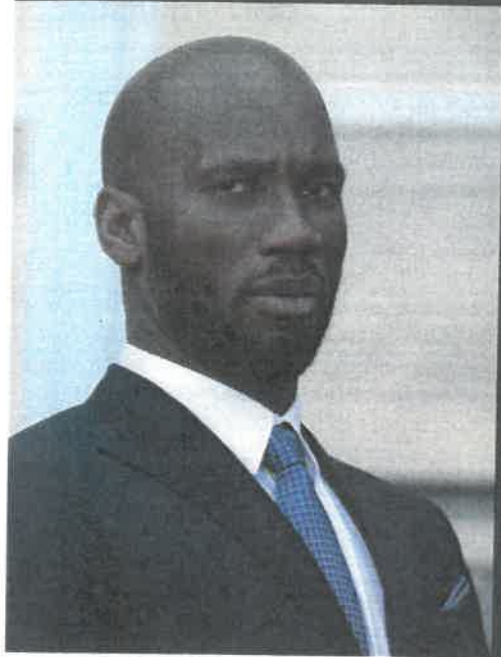
Entre 2010 et 2014, Sébastien de Montessus est très actif au sein de l'organisation, où il n'apparaît quasiment plus sous son véritable nom. Depuis qu'il a échappé de peu à une condamnation en Belgique pour fraude fiscale, Henri de Croÿ a imposé l'usage de pseudonymes aux personnes clés de son réseau. Cependant, entre fausses identités et vrais prénoms, les gens s'emmêlent parfois les pinceaux dans leurs correspondances, ce qui nous a permis d'en percer le secret. Ainsi, Geraldine Whittaker est « Madame W1 » ou « Queen Elizabeth ». Henri de Croÿ se fait appeler « A3 », son frère Emmanuel, « A2 », Bernard Ouazan, son bras droit, est « Dan ». Deux avocats français installés à Dubaï qui s'occupent des intérêts de Geraldine Whittaker et gèrent les relations de Sébastien de Montessus avec le réseau utilisent aussi des noms d'emprunt. Laurent Moury – celui qui a présenté Montessus à de Croÿ – est, selon toute probabilité, « Marc Bellavoine », et son associé, Florian Guais, « Jacques Delouis ». Les enquêteurs ont longtemps cherché qui était ce mystérieux Delouis, invité par Montessus sur le « Cape Arrow » en juillet 2012. Ils n'ont trouvé ni date de naissance ni pays de résidence. Et pour cause...

Quant à Sébastien de Montessus, certains documents relatifs à son activité sont classés dans le dossier « Code-Quantum ». Nous avons aussi le reçu d'une carte noire prépayée (sans nom de titulaire) – le moyen de paiement privilégié du réseau –, archivé au nom de « James Bond*007 ». Mais, le plus souvent, il est désigné comme « Monsieur Tulip », utilisant pour ses opérations une société éponyme appartenant au réseau, comme nous l'a révélé un mémo du 29 octobre 2014, évoquant le cas d'un « Monsieur Tulip », « client perquisitionné deux fois », qui ressemble trait pour trait à Sébastien de Montessus.

En 2010, « Monsieur Tulip » mène deux opérations de front. La première, en relation avec la société namibienne UAG, dirigée par l'homme d'affaires Haddis Tilahun, proche du pouvoir en place, qui veut prendre la moitié du capital d'une usine de dessalement appartenant à Areva. Secrètement, la société Tulip négocie un accord avec Haddis Tilahun. Elle doit l'aider à investir dans l'usine et recevoir, entre autres contreparties, 5% du capital de l'usine (plus de 20 millions de dollars). Le projet d'accord a été retrouvé dans l'ordinateur de Sébastien de Montessus, avec copie adressée à Laurent Moury, mais les deux hommes ont nié farouchement que Montessus était derrière Tulip. Ce qui a donné lieu à quelques échanges savoureux entre Laurent Moury et les enquêteurs : « Je n'arrive pas à savoir pour qui j'ai "roulé" dans ce dossier. [...] Je ➤



En 2007, Anne Lauvergeon, présidente d'Areva, a promu Sébastien de Montessus directeur de la division Mines (ici, en visite au Niger, deux ans plus tard).



▲ Le footballeur Didier Drogba a participé en 2013 à la prise de contrôle d'une mine d'or ivoirienne par La Mancha, dirigée par Sébastien de Montessus.



▲ Quand il était secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant s'est rapproché de celui qui était alors directeur des Mines d'Areva.



▲ En 2010, l'entrepreneur belge George Forrest aurait joué un rôle de « facilitateur » lors d'une opération d'Areva en Centrafrique conduite par Montessus.

➔ *ne sais pas qui est derrière Tulip. [...] Je vois que les documents devaient revenir vers moi si le contrat était conclu [...] donc je comprends que j'aurais été le conseil de Tulip. [...] Je ne me souviens plus de tous les tenants et aboutissants.* » Pour une raison inconnue, Haddis Tilahun n'a jamais acquis la moitié de l'usine de dessalement, restée la propriété d'Areva.

Toujours en 2010, une deuxième opération vise une mine d'uranium en Centrafrique. A cette époque, le gouvernement en place conteste à Areva ses permis miniers. « *Sur conseil du Quai-d'Orsay et de l'Élysée* », Sébastien de Montessus, qui est en contact depuis quelques mois avec Claude Guéant et Patrick Balkany, en appelle à George Forrest, roi belge des mines et lui confie plusieurs dizaines de millions de dollars pour débloquer la situation. Dans une enquête de 2014 (« *Le mystérieux magot de Balkany l'Africain* »), « l'Obs » a déjà raconté comment Patrick Balkany était soupçonné d'avoir touché des rétrocommissions dans ce dossier (il a toujours prétendu être intervenu bénévolement). Un document des « *Dubaï Papers* » nous révèle un pan supplémentaire de l'affaire.

Le 8 juin 2010, George Forrest a transféré la somme de 2132250 francs suisses (1,5 million d'euros au taux de l'époque) sur un compte libanais du réseau émirati, dont la moitié a, peu après, été virée au chantier naval qui construisait le fameux voilier « *Cape Arrow* ». « *Le rôle d'Helin dans cette affaire était d'agir pour le compte de M. de Montessus, [qui] avait certainement besoin de ne pas apparaître directement* », a expliqué aux enquêteurs Bernard Ouazan, gestionnaire d'Helin à Ras al-Khaima, mis en examen dans ce dossier pour « *blanchiment d'abus de biens sociaux et de fraude fiscale en bande organisée* » et « *complicité d'abus de biens sociaux* ». Pour avoir permis d'« *opacifier* » la transaction, le réseau émirati a touché 80000 euros. Étrange concomitance, en septembre de cette année-là, l'Anglaise Geraldine Whittaker, inconnue en France, où elle n'a ni activité ni attaches, reçoit les insignes de la Légion d'honneur des mains de Nicolas Sarkozy.

**APRÈS
CET ÉNORME
COUP,
"MONSIEUR
TULIP"
SE FAIT PLUS
PRUDENT...**

L'opération suivante démarre en juillet 2011. Avec le départ d'Anne Lauvergeon, Montessus s'enhardit. Il met en place une opération d'achat-vente d'un énorme stock d'uranium par Areva pour des montants colossaux, plus de 300 millions de dollars. L'uranium est censé être passé entre les mains d'intermédiaires au Niger, en Russie et au Liban avant d'être racheté par Areva, qui annule toute l'opération et verse 23,8 millions de dollars de dédommagement à la société nigérienne. « *Les aléas du trading* », avait répondu la direction à l'hebdomadaire « *Marianne* », qui avait enquêté sur cet étrange tour de passe-passe. Les « *Dubaï Papers* » suggèrent que l'opération est fictive et qu'un partenariat secret lie les trois intermédiaires et l'organisation émiratie. Un tableau récapitule l'affectation des 23,8 millions de dollars de « *profits* » : entre 3 et 5 millions pour chaque intermédiaire, 3 millions pour les avocats, 1 million à une « *clause arrosage* » (sic), 224 400 dollars pour des « *intervenants spéciaux* »... En 2015, le parquet national financier a ouvert une enquête préliminaire (distincte de l'enquête UraMin) pour « *corruption privée* », « *blanchiment en bande organisée* », « *participation à une association de malfaiteurs* » et « *abus de biens sociaux* ».

Après cet énorme coup, « *Monsieur Tulip* » se fait plus prudent, mais il continue à utiliser une filiale du réseau, le groupe Energy Standard, pour mener à bien des opérations liées à la nouvelle société qu'il dirige, La Mancha. Distribution de produits pétroliers au Niger, mines d'or au Soudan et en Côte d'Ivoire... Chaque fois, Energy Standard intervient en secret et se substitue in fine à l'un des intervenants. Exemple ? L'acquisition en 2013 de 55% de la société minière d'Ity par La Mancha, aux côtés du footballeur ivoirien Didier Drogba et d'autres investisseurs (10%). L'année suivante, une des sociétés de Didier Drogba transfère en secret 5% à Energy Standard, qui a en réalité financé l'acquisition. Puis Energy Standard transfère confidentiellement les titres à La Mancha. Tout le monde y trouve son

roule en Ferrari FF de couleur grise. Achète l'appartement au-dessus du sien à Neuilly pour en faire un duplex. S'offre un immense chalet à Val-d'Isère. Une petite maison dans son « *fief village* » de Ver-sur-mer, dans le Calvados. Envisage d'acquiescer un appartement de 360 mètres carrés dans un hôtel transformé en appartements à Coppet, en Suisse. Investit dans un pub, le Portobello Gold, à Londres. Comment a-t-il fait pour ne pas attirer l'attention du fisc ? Dans l'ombre, la plupart des opérations sont reliées à l'avocat suisse Christian Fischele (qui se trouve être aussi l'avocat de l'intermédiaire de la sarkozie, Alexandre Djouhri). C'est la femme d'affaires Pascale Perez, résidente suisse et amie de Gérard Depardieu, de Didier Drogba et de Thierry Mariani, qui a fait les présentations.

Les montages sont sophistiqués. L'argent reçu par Tulip et Energy Standard voyage sur plusieurs comptes en banque avant d'être « prêté » par Christian Fischele à Sébastien de Montessus. Des prêts que le bénéficiaire ne rembourse jamais. Dans une lettre du 16 juillet 2015 adressée à son « *cher Christian* », Sébastien de Montessus le remercie de l'opération de « *portage* » qu'il a effectuée en sa faveur dans l'acquisition de sa maison en Normandie. « *Je souhaite par la présente te confirmer mon souhait de devenir juridiquement et de manière apparente associé à 100% du capital* », lui écrit-il. Interrogé par les policiers sur cette soudaine bonne fortune, Sébastien de Montessus a répondu : « *J'ai touché de La Mancha en 2017 [...] un bonus de 8 millions de dollars que j'ai placé en actions à la Barclays de Monaco*. » C'est donc en prévision de cette future prime que l'avocat Fischele, décidément un bon ami, aurait avancé des centaines de milliers d'euros à Montessus. Cette explication n'a pas semblé convaincre les enquêteurs. ■

Post-scriptum : Nous avons interrogé, par mail, par SMS et/ou par l'intermédiaire de leurs avocats, l'ensemble des protagonistes mentionnés dans cet article. Aucun n'a répondu en détail à nos questions. M. Montessus a argué d'un déplacement en Afrique, Laurent Moury et Florian Guais se sont retranchés derrière le secret professionnel. Les personnes citées dans notre dossier bénéficient de la présomption d'innocence.

▲ Patrick Balkany aurait contribué à résoudre le litige d'Areva avec l'Etat centrafricain - « *bénévolement* », dit-il.

▲ Naguib Sawiris, magnat égyptien, a embauché Sébastien de Montessus quatre mois après son départ d'Areva.

compte : la société de Didier Drogba gagne de l'argent au passage, Energy Standard aussi (1,7 million d'euros selon le contrat), et l'accord secret permet à La Mancha de Montessus d'augmenter sa participation, dans un contexte politique ivoirien hostile à une prise de pouvoir étrangère.

En dépit de leur incroyable opacité, les opérations menées par Sébastien de Montessus et le réseau d'Henri de Croÿ ont un effet visible : elles ont spectaculairement modifié son train de vie. A l'aube de la quarantaine, notre homme possède un patrimoine de multimillionnaire, ce qui intrigue fortement les enquêteurs. Il

Les documents découverts dans les « *Dubai Papers* » ont révélé l'usage généralisé de pseudonymes pour les personnages clés du réseau émirati. Ainsi, Montessus est « *Monsieur Tulip* », Geraldine Whittaker, « *Queen Elizabeth* », Henri de Croÿ, « *A3* », Florian Guais, « *Jacques Delouis* ». (Docs « *l'Obs* »).

Reception

From: Bernard Ouazzan
Sent: 14 March 2014 14:47
To: Jacques Delouis
Subject: RE: Dossiers divers
Attachments: Untitled_20140314_0203447_001.ppt

Bonjour Florian,

Cela commence à sentir bon...
Ci-joint PV signé et tamponné.
Le contrat presse DD en 2 exemplaires signés Par Fina
Je serai les 26 et 27 et dispo plutôt le dimanche 27
Cik pour lundi
Bon weekend
Bernard Ouazzan
Helin International
Tél 00 971 7 207 60 47
Fax 00 971 7 207 60 66

From: Jacques Delouis [mailto:jacquesdelouis@hotmail.fr]
Sent: Friday, March 14, 2014 11:10 AM
To: Bernard Ouazzan
Subject: Dossiers divers

TELEFAX

Date: 04 novembre 2014
Number of pages: 1
To: Bernard
From: A3
Fax No: +971 7 207 6066

De: Monsieur TULIP

Bonjour,

Je suis en contact avec vous et il faut préparer ce rendez-vous. Pour cela, j'ai besoin de votre numéro de téléphone.

Monsieur

HELIN INTERNATIONAL PTE

Magnum Computer Arabes FCBST
L'Agence Computer Power
L'Intermédiaire
R. D. L'UNION

16 16 161 201

Monsieur,

Nous vous remercions pour la confiance accordée en notre société. Nous sommes heureux de vous offrir un service de qualité et de vous accompagner (2132294101) sur le compte de la société.

11512

Et pour votre compte et en attendant nos prochains échanges.

à vos prises d'agréer. Monsieur

Bernard Ouazzan
Tulip International Pte

Electronic Worldwide Money

WELCOME TO YOUR NEW
Visa Platinum World Currency Card

Re: Your new Visa Platinum World Currency Card

Dear client,

We are very pleased to provide you with your new Visa Platinum World Currency Card:

- Card number: 430190****3377
- Expiry date: 04/23

You will find your PIN code in the mailer attached. For security reasons, please don't write the PIN on the card and/or don't keep the PIN with your card.

You can now load your WCC card with 5 different currencies: EUR, USD, GBP, CHF and AED.

Please note that due to technical reasons, if there are insufficient funds in the currency wallet from the country where you are using the card (e.g. EUR in France), the system will, by default, hunt the available balance of the USD wallet. If there are insufficient funds in the USD wallet, the transaction will be refused. You may at any time transfer funds to the applicable currency wallet from any other funded wallet on www.wcc.cards.

Best regards,
EMW team

**Machine W1
Queen Elizabeth 2K**

VISA

LES DUBAÏ PAPERS

Au cœur de ce vaste système international d'évasion fiscale, un duo mondain uni depuis vingt ans. Leurs clients? Des oligarques russes, des grandes fortunes, des aristocrates... et des patrons français



LE TAUILLER

Le prince belge Henri de Croÿ gère de manière directe ou indirecte le trust de Geraldine Whitaker et ses multiples filiales installées dans des paradis fiscaux dans le monde entier.

Le prince, la philanthrope et la lessiveuse

Par CAROLINE
MICHEL-
AGUIRRE
et VINCENT
MONNIER

A Dubaï, le footballeur Nicolas Anelka habite à côté d'Aleksei Korotaev, homme d'affaires russo-suisse. On ne sait pas s'ils ont organisé des « fêtes des voisins », mais ils sont en tout cas devenus amis. Alexei enrôle Nicolas comme conseiller dans son projet de rachat du club néerlandais de Roda JC. L'annonce est faite devant la presse le 1^{er} février 2017. Quelques jours après, Aleksei Korotaev est arrêté à l'aéroport de Dubaï et placé illico en détention provisoire, soupçonné d'avoir émis un chèque sans provision de 18,2 millions d'euros. Lors de son procès expéditif une semaine plus tard, le trentenaire à la carrure de nageur, ancien membre de l'équipe helvétique de plongeon, accuse le groupe Helin – auquel il avait confié la gestion de ses capitaux – d'avoir vidé ses comptes. « *Le retour du Prince noir* », titre la presse néerlandaise, qui a affublé Henri de Croÿ de ce surnom lors de son procès monstre en fraude fiscale des années 2000. Condamné en première instance à trois ans de prison ferme, Korotaev est libéré au bout de six mois et condamné, en appel, à 3 500 euros d'amende.

Mais, par un effet domino, cette procédure judiciaire ébranle l'empire Helin, soupçonné d'être au cœur d'un vaste réseau d'évasion fiscale et de blanchiment de fraude fiscale. Tapez « Helin » dans un moteur de recherche : vous ne trouverez rien. Pas de site internet, un bureau de quelques personnes à Ras al-Khaima. Pas davantage sur sa maison mère, W Trust. Qui pourrait imaginer que cette nébuleuse, qui compte au moins 200 clients richissimes, s'est spécialisée dans l'ingénierie de l'opacité, et brasse des dizaines de millions d'euros par an ? « L'Obs » a pu plonger dans les « Dubaï Papers », et en extraire des mémos et des courriers, pour en retracer l'incroyable histoire.

Tout commence, dans les années 1980, par la rencontre du prince Henri de Croÿ avec Geraldine Yvonne Whittaker, sa supérieure hiérarchique à la banque MeesPierson de Hongkong. Originaire d'une famille aisée de Bristol, cette mystérieuse anglaise, décorée de l'excellentissime ordre de l'Empire britannique, chevalier des Arts et des Lettres et de la Légion d'honneur, a fait toute sa carrière dans la haute finance. Quand elle prend la tête de la Générale de Banque à



LE CERVEAU

De nombreux témoignages décrivent Geraldine Whittaker comme la tête pensante du réseau de sociétés offshore abrité par son groupe, le W Trust.

Londres, Henri de Croÿ, parrain de l'un de ses enfants, la suit. « *Sa fortune vient de fusions-acquisitions et d'opérations fiscales* », a expliqué ce dernier à la justice. Officiellement retirée des affaires depuis 1994, Geraldine Whittaker aurait consacré 200 millions de francs suisses à ses œuvres caritatives et coule des jours paisibles entre Neuchâtel et l'île anglo-normande d'Aurigny, en compagnie de son mari John. Le couple vient d'y retaper à grands frais (2,57 millions de livres) l'ancienne maison du gouverneur. Le marbre vient de Vérone, et le chandelier en cristal

de Swarovski de la salle à manger a spécialement été importé de New York.

Depuis 1994, c'est donc Henri de Croÿ et son frère Emmanuel de Croÿ, associés, qui gèrent les intérêts du W Trust. Dans les années 2000, Henri de Croÿ, qui a brièvement exercé le métier d'avocat au barreau de Bruxelles, a échappé de peu à la prison lors d'un procès de plus de dix ans en Belgique. L'Etat belge, qui estimait son préjudice à 75 millions d'euros, l'accusait d'avoir été la « tête pensante » et le « principal bénéficiaire » d'un vaste réseau de blanchiment de fraude fiscale. « *C'était une vraie* » ➤



La famille des princes Henri et Emmanuel de Croÿ possède depuis plusieurs générations le château d'Asy, à Saint-Benin, dans la Nièvre, où ils organisent des fêtes somptueuses.

La banquière Geraldine Whittaker a été décorée de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy en septembre 2010. Elle est aussi reçue par la meilleure société britannique.



» *mafia financière internationale* », affirme une source judiciaire belge. En 2015, le prince a finalement été acquitté, la cour d'appel de Liège considérant que le système mis en place relevait de l'optimisation fiscale poussée à l'extrême. « *C'est un dossier où il y a eu beaucoup de manipulations et de collusions* », soupire un avocat belge.

Depuis quelques années, Henri de Croÿ a déménagé une partie de ses activités sous un ciel plus clément. Après une rencontre à l'hôtel Beau Rivage à Lausanne avec le frère du sheikh de Ras al-khaima, un petit émirat qui souhaite attirer des investisseurs étrangers grâce au développement d'une *free-trade zone*, il y implante, en 2009, le groupe Helin. Lui-même ne s'y installe pas, partageant sa vie entre la Suisse, la France où sa famille possède un château qu'il a fait rénover, et la Colombie, pays d'origine de sa femme. En outre, Geraldine Whittaker lui a demandé de prendre du champ à cause de ses ennuis judiciaires. Désormais il est « consultant » pour Helin. Un consultant très précieux, rémunéré 10 000 euros par mois et crédité de 100 000 euros de prime annuelle.

Henri de Croÿ envoie son fidèle bras droit dans les Emirats. Français né à Alger en 1949, Bernard Ouazan a lui aussi fait toute sa carrière dans la banque. A son entourage, il dit qu'il « *démarche des clients pour des opérations immobilières* ». Il est vrai qu'il ne roule pas sur l'or et vit dans le même pavillon à Drancy depuis trente ans. Les conditions proposées par de Croÿ ne sont pas faramineuses pour ce genre de job : 5 000 euros de salaire mensuel (multiplié par deux plus tard), 30 000 euros de prime annuelle, un petit appartement sur place meublé Ikea, un billet d'avion pour revenir



en France une semaine par mois. Mais Bernard Ouazan accepte. Sa modeste retraite ne lui permet pas d'élever ses trois enfants. De sa petite écriture en pattes de mouche, Bernard Ouazan inscrit sur de grands cahiers d'écolier les instructions d'Henri de Croÿ. Difficile d'imaginer que c'est ainsi que sont gérées certaines des plus grandes fortunes européennes!

« *Son titre de prince lui a sans conteste attribué un crédit qui a trompé la confiance de bon nombre de protagonistes de ce dossier* », avait estimé la justice belge à propos d'Henri de Croÿ dans son jugement en première instance. Le prince, qui appartient aux trois familles de la noblesse belge autorisées par le roi à signer « HSH » (*His Serene Highness*, « Son Altesse sérénissime »), possède un carnet d'adresses de dimension internationale. Il se charge, avec son frère et un réseau d'avocats et de financiers, de ramener les clients par cooptation.

Les clients? D'après les listings que nous avons pu consulter, il s'agit de différentes tribus : des proches du Kremlin, à l'image de Vladimir Nekrasov, premier vice-président de Lukoil (premier producteur russe de pétrole), ou du marchand d'art Giovanni Mazzarelli, qui a été accusé d'avoir cherché

à revendre un évangile du XIII^e siècle d'une très grande valeur; des aristocrates, dont Michel de Yougoslavie, soupçonné il y a quelques années d'avoir servi de rabatteur pour des fonds Madoff; des responsables de la formule 1 tel Flavio Briatore; de grandes fortunes comme le décorateur italien Alberto Pinto. Ainsi qu'une ribambelle de patrons français de moyennes et grandes entreprises, dont Fabien Ouaki, depuis la vente du groupe Tati, ou bien Roger Zannier (groupe Z, vêtements pour enfants), qui s'est retrouvé au conseil d'administration d'une banque exotique de l'île Maurice, la Warwyck Private Bank, avec Laurent Dassault et Claude Berda (AB Productions).

Le service proposé par Helin peut s'apparenter à du « sur-mesure ». De la haute couture de l'optimisation fiscale. Chaque cas est différent. Cela peut aller de la constitution classique de trusts à visée patrimoniale, à l'accompagnement d'entrepreneurs ayant une activité réelle dans des lieux un peu exotiques... jusqu'à des montages beaucoup plus sophistiqués pour lesquels Helin met à disposition ses multiples sociétés-écrans ouvertes en Suisse, au Panama, dans les îles Marshall et tous les paradis fiscaux du monde. Pour brouiller

les pistes, l'argent correspondant à chaque société offshore n'est pas viré sur un compte propre, mais transite par des comptes communs à l'ensemble du groupe, avec une préférence pour des banques au Liban, au Costa Rica ou à Hongkong.

Quand les capitaux sont remis à disposition du client, il est quasiment impossible d'en retracer l'origine, comme nous l'a confié l'actuel directeur d'Helin à Dubaï (voir p. 28). Plusieurs outils leur sont proposés : les faux prêts jamais remboursés, les cartes noires prépayées (sans nom de titulaire), des mises à disposition en espèces (plusieurs milliers d'euros à chaque fois) ou des cartes de retrait prises sous d'autres identités. Il va sans dire qu'à chaque opération le groupe Helin prélève sa dîme : entre 12 500 et 25 000 euros la mise à disposition d'une « offshore », entre 3% et 5% le virement. Virements qui interviennent en grand nombre, pour brouiller les pistes.

Prenons un cas, issu des « Dubaï Papers », qui a beaucoup intéressé l'administration fiscale française. Il concerne la société de joaillerie Dinh Van. Son PDG, Frédéric Laporte, est à la recherche de solutions fiscales pour la gestion de son portefeuille, de plusieurs biens immobiliers et la structuration de son groupe industriel. « Je lui ai

dit d'éviter les banques suisses, même à l'étranger », rapporte Henri de Croÿ, à la suite d'un rendez-vous en octobre 2014. Le patron de Dinh Van s'avère un gros consommateur de cartes prépayées. « Il m'a redemandé ce qu'il en est des problèmes de confidentialité. Je lui ai suggéré une carte Catella. Il m'a proposé de la faire au nom d'un de ses anciens employés habitant en Afrique », note le prince belge dans un mémo de juin 2015. A la suite d'une rencontre, le 3 juillet à Londres, en présence de Geraldine Whittaker, Henri de Croÿ suggère que Dinh Van verse des dividendes à une société de droit belge, Wallchester Invest, laquelle est elle-même détenue par une société de droit anglais, BCCB Incor-

porated Limited, contrôlée par Geraldine Whittaker et domiciliée aux îles Vierges. « Il faut déterminer le prix de l'intervention de Geraldine », note de Croÿ.

Le montage ne sera pas du goût de l'administration fiscale française. Selon nos informations, elle a décidé de rehausser la base imposable de la société pour les années 2014, 2015 et 2016 : « Le service a considéré que l'interposition des sociétés holdings Wallchester Invest et BCCB Incorporated

Les chefs d'entreprise français Roger Zannier (ex-groupe Z) et Fabien Ouaki (ex-Tati) apparaissent dans les listings de clients d'Helin International FZE.



L'arrestation à Dubaï du Russo-Suisse Aleksei Korotaev, qui préparait le rachat d'un club néerlandais avec le footballeur Nicolas Anelka (ci-dessus), a ébranlé le groupe Helin, dont le siège se trouve à Ras al-Khaima, un des Emirats arabes unis.



présentait un caractère artificiel et avait pour but de dissimuler le véritable bénéficiaire des distributions afin d'éviter la retenue à la source normalement due en France. »

Visé par une enquête à Dubaï et cité dans l'instruction française sur UraMin, le groupe Helin s'apprête à affronter une nouvelle tempête judiciaire. Depuis la plainte déposée par Aleksei Korotaev, les comptes bancaires d'Helin sont bloqués. Cela a conduit à l'ouverture d'une plainte en Suisse par des clientes qui étaient dans l'incapacité de récupérer leurs avoirs. « Ils ont été déposés sur un compte commun, contrairement à ce qu'il a été convenu avec les parties plaignantes et aux informations qui leur ont été fournies, et gérés d'une manière manifestement contraire aux intérêts de ces dernières », peut-on lire dans la procédure qui a été ouverte par une procureure de Genève. Dans ce dossier, Henri de Croÿ a été prévenu (l'équivalent d'une mise en examen) pour « abus de confiance et gestion déloyale ». D'après nos informations, une autre enquête pourrait bientôt s'y ajouter. Elle concerne le détournement d'une partie du trésor de l'ordre de Malte. ■

CONFESSION
D'UN DIRIGEANT

“J’ai
signé
des
papiers
en
blanc...”

*François Dejardin,
manager d’Helin
International FZE à Ras
al-Khaima, raconte ne pas
comprendre ce qui a été
fait – à son insu, dit-il –
à l’intérieur du groupe
qu’il était censé diriger.*

Propos recueillis par
**CAROLINE
MICHEL-AGUIRRE**

Comment êtes-vous entré dans le groupe Helin ?

J’ai commencé en septembre 2013. J’étais un ami de longue date d’Henri de Croÿ. Après une carrière dans la banque et la finance, j’étais sans emploi. Il m’a proposé ce poste. Je savais qu’il avait déjà été poursuivi par la justice, mais j’avais besoin de travailler. Après 50 ans, c’est difficile de se recaser.

Quel est le rôle d’Henri de Croÿ dans votre organisation ?

Dans mon esprit, Henri de Croÿ est un apporteur d’affaires pour Helin, mais aussi mon patron informel... Il n’apparaît pas dans l’organigramme de la société, mais il me transmettait ses instructions directement ou par l’intermédiaire de Bernard Ouazan. L’organigramme remonte jusqu’à W Trust, dont la bénéficiaire et animatrice est Geraldine Whittaker, la figure de proue de notre organisation.

Comment définiriez-vous l’activité d’Helin International FZE, que vous dirigez à Ras al-Khaima ?

Helin crée des sociétés ou des trusts et ouvre des comptes en banque pour des clients : des entrepreneurs, des hommes d’affaires et des riches familles, des héritiers. L’objectif peut être patrimonial : pour organiser la succession, cela permet d’isoler des actifs afin qu’ils soient gérés selon le désir du client. L’autre utilité, c’est la confidentialité, vis-à-vis d’un tiers ou du fisc.

Quelle est la particularité d’Helin par rapport aux autres trusts ?

Justement, j’essaie de le comprendre. Chez Helin, l’utilisation des prête-noms est généralisée, bien au-delà de tout ce que j’ai pu voir dans ma carrière. C’est un procédé qui complique l’identification des bénéficiaires finaux des trusts. D’autant qu’il peut s’agir d’autres sociétés. Je serais bien en peine de dire aujourd’hui combien de sociétés Helin a utilisées...

Pourtant, vous étiez – et vous êtes toujours – le manager d’Helin International...

J’étais le manager et le signataire. D’ordinaire, le manager, on lui explique le pourquoi du comment de ce qu’on lui fait signer. Mais je signais des choses dont

je ne connaissais pas la finalité. Et ni Bernard Ouazan ni Henri de Croÿ ne répondaient à mes questions.

Avez-vous découvert des choses délictueuses ?

Je ne prétends pas me substituer à la justice, mais je m’interroge. Il m’est aussi arrivé de signer des papiers en blanc, dont il a été fait – je m’en rends compte aujourd’hui – un usage abusif. Je me retrouve avec des documents dont j’ignorais l’existence et qui portent ma signature. C’est une surprise pour moi. Normalement, chaque client a une société ou un trust attribué. Là, je découvre que les transactions de certains clients sont passées par les structures d’autres clients. Les clients n’étaient même pas prévenus de l’utilisation qui était faite de leurs propres sociétés.

Y a-t-il eu détournement des actifs apportés par certains clients ?

Je suis en train d’essayer de le vérifier. La situation est très sérieuse. Dans les faits, je suis toujours le manager d’Helin. Mais je veux me distancier d’agissements dont j’aimerais comprendre la finalité. J’essaie de répondre aux requêtes de mes clients, d’être transparent avec eux pour savoir où ils en sont financièrement, si leurs instructions ont été exécutées. Je ne peux pas leur dire aujourd’hui s’ils ont perdu leur argent ou pas. Je ne comprends pas ce qui appartient aux uns et aux autres.

Étiez-vous au courant de l’utilisation de pseudos dans le groupe ?

Oui, bien sûr. Ceux qui avaient des responsabilités avaient des pseudos. Moi, j’étais un simple exécutant, donc je n’en avais pas.

Vous avez été entendu dans l’enquête déclenchée aux Emirats arabes unis après l’arrestation du Russe Aleksei Korotaev. Êtes-vous prêt à répondre aux questions des justices française et suisse, qui s’interrogent sur le fonctionnement du groupe Helin ?

Je suis entièrement à la disposition de la justice, même si d’autres en savent plus que moi et que je n’étais qu’un simple signataire. ■

“CHEZ HELIN,
L’UTILISATION
DES PRÊTE-
NOMS EST
GÉNÉRALISÉE.”

FRANÇOIS DEJARDIN